

DK 572 J49



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Département
des systèmes
agroalimentaires
et ruraux
CIRAD-SAR

Unité
de recherche
innovations
dans les systèmes
agricoles
et agroalimentaires

**PLACE ET ROLE DES ORGANISATIONS
PAYSANNES DANS LE
PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DE
LA ZONE SOUDANIENNE
DU TCHAD**

(Situation actuelle et perspectives)

OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

BP 5035
73, rue J.-F. Breton
34090 Montpellier
Cedex 1
France
téléphone :
67 61 56 23
télécopie :
67 61 12 23
télex :
485 221 F

EPIC-SIRFT
331 596 270 00172
RCS Paris B
331 596 270

Mai 1995



**PLACE ET ROLE DES ORGANISATIONS
PAYSANNES DANS LE
PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DE
LA ZONE SOUDANIENNE
DU TCHAD**

(Situation actuelle et perspectives)

OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Mai 1995

OFFRE TECHNIQUE

I. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Cinq facteurs se combinent pour justifier une étude sur les organisations paysannes dans la zone soudanienne du Tchad, sur le rôle qu'elles jouent actuellement et sur le rôle qu'elles pourraient jouer à l'avenir du fait, d'une part, de l'importance des défis auxquels sont confrontés les producteurs et, d'autre part, des ré-ajustements institutionnels en cours ou envisagés.

1.1. Au plan économique, la zone soudanienne revêt une grande importance stratégique.

Avec une superficie d'environ 148 000 km² représentant 11 % du territoire national, la zone soudanienne comptait en 1993/94 2 500 000 habitants environ, 423 700 exploitations agricoles réparties en 4 600 villages (ONDR, 1994). Les surfaces semées en 1993/94 ont été de 1 052 100 ha dont 158 400 ha de coton et 893 700 d'autres cultures dont 562 800 de céréales. L'économie monétaire de la région se trouve fortement marquée par la culture cotonnière qui constitue la principale source de revenu monétaire de nombreux producteurs et la principale culture d'exportation nationale. Au cours des vingt-quatre dernières années, la production cotonnière a cependant connu des variations importantes ; dans la période récente, après une augmentation de la production à partir de 1987 qui a atteint 170 000 tonnes en 1992, la production est redescendue à 120 000 tonnes en 1993 et à moins 100 000 tonnes en 1994, avec un rendement moyen de 614 kg/ha cette année-là.

1.2. Les sociétés rurales apparaissent très vulnérables face à l'importance des défis qu'elles ont à affronter.

- *Du point de vue économique*, la vulnérabilité de la situation vécue par de nombreux producteurs naît de la conjonction de trois facteurs :

- la précarité de la situation alimentaire dans certaines zones qui peuvent souffrir de pénuries graves dès que survient, par exemple, un accident climatique ou une flambée des prix des vivriers sur les marchés comme en 1993/94 (cas de Gaya, Baktchoro, Béré, Laï Mandé, Benoye, Doba, Koutoutou, etc...) ;

- la faiblesse du revenu monétaire de la plupart des unités de production familiales ;

- la capacité d'investissement réduite de nombre de producteurs pour qui l'équipement agricole (charrue) est attractif mais qui peuvent être contraints de décapitaliser certaines années.

- Bien que souvent fragiles du point de vue économique, les sociétés rurales ont été affrontées ces dernières années à de graves défis :

- une diminution de la pluviométrie, entraînant un déplacement vers le Sud de l'isohyète de 1 000 mm ;

- une augmentation de la pression foncière, la population ayant doublé en 30 ans. Si la densité moyenne de population reste faible (19 habitants au km²), elle est cependant très variable selon les zones : 29 habitants/km² dans la Préfecture du Logone pour 9,4 habitant/km² dans le Moyen-Chari (H. Feizouré, 1994) ; un rapport de l'ONDR de 1990/91 note "une zone importante allant de Fianga à Moundou en passant de Gaya à Kelo... avec des densités de 40 à plus de 80 habitants/km²", atteignant parfois 120 habitants au km² (Kelo) ;

- les crises cotonnières ont affecté le revenu des paysans avec des variations dans la marge après remboursement d'intrants (MARI) ; la dévaluation au franc CFA s'est traduite par une augmentation du prix d'achat du coton-graine aux producteurs.

1.3. Les systèmes de production en transition se caractérisent par une fixation des cultures et un degré variable mais souvent encore faible d'intensification. On se situe, en quelque sorte, dans un "entre-deux" où les anciennes pratiques de fertilité ne sont plus réalisées (ou ne sont plus réalisables) et où de nouvelles pratiques de reconstitution de la fertilité sont encore timides ou n'ont pas vu le jour. Ces pratiques ont un coût en matière d'environnement, ce qui a justifié un programme de gestion des ressources naturelles et des terroirs au sein de l'ONDR.

1.4. Une dynamique d'organisation relativement récente existe dans la zone soudanienne et s'intensifie depuis peu.

- **Au niveau local**, l'ONDR a impulsé depuis 1986 une organisation des producteurs à l'échelon infra-villageois avec la création de **groupements** chargés de la gestion des intrants, du matériel agricole et dont les membres sont solidairement responsables du crédit. Le nombre de groupements varie selon les sources ; il y avait 13 700 groupement en 1993/94 selon l'ONDR dont la très grande majorité cultivaient du coton (près de 13 000). A partir de 1988, des associations villageoises (AV) ont été créées ; structures informelles, fonctionnant selon l'ONDR comme des collectivités locales, les AV ont pour vocation de gérer le développement villageois ; leurs principales ressources proviennent des frais de marché ("ristournes") et des excédents de poids consentis par les producteurs lors des pesées du coton-graine dans les marchés auto-gérés ; l'efficacité des AV est variable et de nombreux problèmes semblent affecter leur fonctionnement.

- Depuis 1993, l'ONDR a suscité l'émergence d'une organisation paysanne fédérative, le "Mouvement Paysan" qui tend à devenir l'interlocuteur de l'ONDR et de la COTONTCHAD aux différents échelons de structuration de la filière coton.

De nombreux observateurs, dont l'ONDR, considèrent que les organisations infra-villageoises villageoises ou fédératives sont confrontées à de nombreuses difficultés qui obèrent leur efficacité et que leur autonomie est encore relativement faible.

- D'autres organisations paysannes existent dans la zone soudanienne, à l'échelon infra-villageois, villageois ou inter-villageois ; elles sont nées et/ou sont soutenues par des ONG (cas du SAILD et des Fédérations paysannes dans le Mayo-Kebbi), par l'Eglise catholique à travers notamment l'action du BELACD (clubs d'épargne et de crédit par exemple), etc...

1.5. Des changements touchent, dans la période récente, l'environnement institutionnel.

Parmi ces changements, on peut noter :

- l'introduction de la méthode de vulgarisation "Formation et Visites" au sein de l'ONDR avec l'appui de la Banque Mondiale (Projet PRSAP) ;
- Une réflexion en cours sur une nouvelle répartition du rôle des acteurs au sein de la filière coton appuyée par la CFD (cf. rapport Bellot/Félix 1994) ;
- Le développement dans certaines zones d'approches d'auto-promotion (GTZ).

Ces changements institutionnels s'inscrivent dans une perspective de responsabilisation accrue des producteurs dans le processus de développement (transfert de certaines tâches) et semblent traduire une volonté de distinguer les missions d'intérêt général (appui aux producteurs, à leur organisation et à leurs organisations, formation, ...) et les fonctions techniques et économiques liées au fonctionnement de la filière coton.

II. PROBLÉMATIQUE DE L'ETUDE

L'organisation des producteurs peut constituer un atout pour que soient élaborées et mises en oeuvre des réponses concertées et adaptées aux défis auxquels se trouvent confrontées les sociétés rurales de la zone soudanienne. Des paysans organisés peuvent, en effet, contribuer de façon effective :

- à la formulation d'une demande sociale d'appui qui soit conforme aux stratégies des producteurs adhérents et à leurs priorités ;
- à la mise au point et à l'extension de solutions techniques, économiques, sociales qui soient adaptées à leurs attentes et aux moyens dont ils disposent ou auxquels ils peuvent avoir accès ;
- à l'identification par les producteurs des facteurs internes et externes qui freinent ou peuvent favoriser les processus d'innovation et la négociation de compromis sociaux et institutionnels acceptables par les différentes parties.

Dans cette optique, les principales questions posées semblent être les suivantes :

- Les organisations paysannes existantes sont-elles perçues par leurs adhérents comme un moyen d'affronter les problèmes auxquels ils sont confrontés ?
- Les divers types d'organisations paysannes actuelles favorisent-elles l'émergence de stratégies collectives d'innovation technique, économique, sociale et de capacités accrues de négociation avec les autres acteurs sociaux, économiques et institutionnels ?
- Les appuis actuels apportés aux organisations paysannes répondent-ils aux besoins et attentes des organisations et de leurs adhérents ?
- Quels sont les facteurs susceptibles de favoriser, dans la société rurale, l'émergence d'organisations paysannes autonomes, efficaces et représentatives ? Quels sont les principaux freins, internes et externes, à une telle dynamique d'organisation ?

III. OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif de l'étude est de fournir des éléments de diagnostic servant de base à la réalisation de l'étude de faisabilité d'un projet d'appui aux structures rurales de la zone soudanienne.

L'étude devra formuler des orientations pour l'action en privilégiant deux axes :

1. Le renforcement de l'existant

Pour les organisations paysannes mises en place dans le cadre de la filière coton (groupements, AV, Mouvement Paysan, ...) mais aussi pour les autres organisations locales ou fédératives qui auront été identifiées, il sera proposé des orientations opérationnelles pour un appui susceptible de favoriser :

- l'amélioration des résultats qu'obtiennent les organisations tant au plan technique et économique qu'en ce qui concerne leur fonction de représentation des producteurs vis-à-vis des autres acteurs ;
- le développement des capacités d'analyse et d'action des organisations et leur enracinement dans le milieu.

2. La définition de perspectives

Des perspectives à moyen terme seront proposées ; elles esquisseront les évolutions envisageables dans le rôle joué par les organisations paysannes et on s'attachera à mettre en évidence :

- les conditions (internes et externes) pour que les organisations paysannes jouent un rôle croissant dans l'économie locale et régionale ;
- les principales caractéristiques que devrait revêtir un dispositif d'appui aux organisations qui viserait à favoriser l'émergence d'objectifs collectifs négociés et la définition concertée des modalités de leur mise en oeuvre.

Les propositions formulées concerneront également :

- les modalités d'articulation des interventions des différents acteurs institutionnels régionaux en respectant leurs spécificités (actuelles ou prévues) et en prenant en compte l'éventuelle configuration organisationnelle particulière de chaque zone ;
- la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux besoins et aux capacités de gestion des organisations paysannes et à leur évolution prévisible ;
- la création d'un dispositif de suivi-évaluation des dynamiques d'organisation à l'échelle régionale.

IV. METHODOLOGIE PROPOSEE

Etant donné :

- l'étendue de la zone soudanienne,
- le nombre d'organisations mises en place par l'ONDR et la diversité qui caractérise leur fonctionnement,
- l'absence de données quantitatives et qualitatives sur les autres types d'organisations paysannes,

l'orientation adoptée pour l'étude, sans négliger le recueil des données quantitatives accessibles, sera résolument qualitative. Elle mettra l'accent sur l'analyse de la diversité des situations afin, d'une part, de formuler des propositions opérationnelles diversifiées et, d'autre part, de fournir une base pour l'élaboration des critères utilisables dans le cadre d'un suivi-évaluation des dynamiques d'organisation pendant le déroulement du projet envisagé.

La méthodologie utilisée sera la suivante :

4.1. Zonage

La zone soudanienne encadrée par l'ONDR comprend les cinq préfectures du Mayo-Kebbi, de la Tandjilé, du Logone occidental, du Logone oriental et du Moyen-Chari. Le découpage opérationnel de l'ONDR distingue trois grandes circonscriptions (de l'Est, du Centre et de l'Ouest), treize secteurs, 68 sous-secteurs et 277 zones avec près de 4 500 villages.

Il est bien évident qu'étant donné la taille de la région et les problèmes de communication, les enquêtes ne pourront être menées que dans quelques zones.

Un zonage sera réalisé dès les premiers jours des travaux en s'inspirant des zonages déjà effectués (gestion des terroirs...) et en tenant compte de la problématique spécifique de l'étude. A partir de ce zonage, un premier choix raisonné des secteurs et des villages à enquêter sera effectué afin de représenter d'une manière explicative les principales situations démographiques, agricoles, sociales de la zone.

4.2. Parallèlement à ce zonage, il sera procédé à une identification des différents types d'organisations paysannes qui existent dans la zone soudanienne. Cette identification sera réalisée à partir des données fournies par l'ONDR, la COTONTCHAD mais aussi à partir des entretiens qui auront lieu avec les autres acteurs institutionnels de la région, qu'ils interviennent à une échelle locale ou à des échelles supérieures : services administratifs, ONG, projets, etc... Réalisée à partir d'entretiens, cette identification devra permettre de caractériser les orientations de chaque organisme en matière d'organisation des producteurs, de dénombrer, si possible, et de localiser les groupes suivis.

4.3. Le croisement des résultats du zonage et de l'identification des différents types d'organisations paysannes permettra de **déterminer les villages** où il sera procédé à des études qualitatives.

Trois critères seront ainsi utilisés pour le choix des organisations étudiées :

- la localisation géographique des organisations identifiées afin de tenir compte de la diversité des situations démographiques, agro-écologiques et socio-culturelles ;

- l'origine des organisations ;

- et, si cela peut être déterminé a priori, les activités dominantes menées par les organisations et le type de membres. Ce dernier critère peut, en effet, permettre de distinguer des groupes spécialisés dans une activité, les groupes multifonctionnels, les groupes d'hommes, de femmes, de jeunes, les groupes larges ou restreints.

4.4. Une première enquête sera réalisée avec quatre enquêteurs formés à cet effet et avec le suivi d'un expert-junior proposé par le CIRAD-SAR. Le dépouillement de l'enquête permettra d'affiner l'identification des différents types de groupes et de procéder à une première caractérisation des organisations paysannes de la zone soudanienne.

4.5 A partir des résultats de l'enquête, il sera procédé à une **analyse approfondie des organisations paysannes** qui paraîtront le mieux exprimer la diversité des situations rencontrées. Cette analyse sera construite sur les principaux thèmes suivants :

- l'origine de l'organisation et les évolutions qu'elle a connues ;
- son fonctionnement interne ;
- les activités menées et les résultats obtenus ;
- le suivi dont elle bénéficie et la formation reçue ;
- les problèmes rencontrés ;
- les perspectives de l'organisation ;
- les besoins ressentis et l'intérêt de l'organisation pour l'alphabétisation, la formation, etc...

Des entretiens approfondis auront lieu avec les responsables des organisations mais aussi avec des adhérents, des non-adhérents.

L'analyse sera étendue aux organisations paysannes fédératives existantes avec des entretiens avec les responsables paysans, situés à différentes échelles géographiques, ainsi qu'avec les adhérents de base.

4.6. Le point de vue des autres acteurs

- Parallèlement à l'étude des groupes et associations retenus, des informations seront recueillies sur la perception qu'ont les organismes de développement des groupes qu'ils appuient et sur les propositions qu'ils formulent ; une attention particulière sera apportée à l'identification des

structures qui font de la formation et/ou de l'alphabétisation en milieu rural.

- Des entretiens approfondis auront également lieu avec des autorités traditionnelles afin d'apprécier leur intérêt pour les dynamiques d'organisation en cours et leurs réactions quant à une éventuelle autonomisation croissante des groupes.

4.7. Une démarche synthétique fera suite à cette approche analytique ; elle permettra :

- de mettre en évidence les caractéristiques dominantes des différents types d'organisations paysannes, leurs stratégies, leurs forces et leurs faiblesses ;
- de proposer une classification opérationnelle.

V. CONTENU DE L'ETUDE

L'étude comportera quatre parties principales :

5.1. Une caractérisation rapide du contexte économique, social et institutionnel dans lequel ont émergé les organisations paysannes et de l'effet que les évolutions du contexte ont pu avoir sur l'apparition et le fonctionnement des organisations. Cette approche historique sera complétée par une caractérisation du contexte dans lequel évoluent actuellement les organisations paysannes et des modifications en cours ou prévisibles qui le concernent.

5.2. L'analyse de la situation des organisations paysannes comprendra :

- un inventaire (non exhaustif) des principaux types d'organisations paysannes existantes et une description de leurs principales caractéristiques ; les données quantitatives qui auront pu être recueillies seront présentées et analysées ;
- une analyse qualitative des organisations paysannes qui auront été étudiées de façon approfondie ; elle mettra l'accent sur (1) les stratégies (plus ou moins construites) qui sont les leurs, (2) sur les rapports qu'elles entretiennent avec l'extérieur et la perception qu'elles en ont. Une typologie des organisations sera proposée dans une perspective opérationnelle ;
- l'analyse de la perception que les acteurs extérieurs ont des organisations paysannes qu'ils appuient ou qu'ils côtoient.

5.3. Une identification des besoins en appui des organisations paysannes

- L'étude s'attachera à identifier les besoins en appui exprimés par les organisations paysannes et par leurs adhérents de base notamment dans les domaines suivants :

- . conseil technique
- . information
- . formation
- . fonctions économiques (approvisionnement, crédit, transformation, commercialisation) et sociales (gestion des équipements de santé, éducation, ...)
- . utilisation et gestion des ressources naturelles.

L'étude s'intéressera également aux besoins exprimés par les organisations en matière d'appui institutionnel (renforcement et fonctionnement des organisations), de financement des équipements, etc.

Les besoins exprimés par les producteurs et leurs organisations seront confrontés avec la perception qu'en ont les acteurs institutionnels (DSN, COTONTCHAD, mais aussi les autres intervenants extérieurs).

Sur la base de ce travail, l'étude proposera une classification des besoins en appui, ainsi qu'une première hiérarchisation des actions à mener en fonction de la typologie des organisations.

- L'étude s'efforcera en outre d'apprécier le degré d'ajustement qui existe entre les demandes en appui des organisations et les actions menées par les organismes d'appui.

5.4. L'étude formulera des orientations relatives au contenu des appuis qui seraient nécessaires et aux modalités selon lesquelles ils pourraient être apportés.

L'équipe travaillera en étroite collaboration avec l'équipe chargée de l'étude de faisabilité d'un programme d'appui aux structures rurales, à qui elle transmettra progressivement les résultats de ses analyses et les propositions qui en découleront. Les hypothèses formulées par l'équipe seront débattues avec les responsables des organisations paysannes (notamment fédératives) ainsi qu'avec les acteurs institutionnels (notamment l'ONDR) afin de recueillir leurs points de vue et leurs propositions (axes de travail, dispositif, rythme envisagé, etc...).

VI. COMPOSITION DE L'EQUIPE ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

6.1. Composition de l'équipe

L'équipe pluridisciplinaire constituée pour les besoins de l'étude est composée de trois experts (cf. curriculum-vitae en annexe) :

- une sociologue spécialiste des organisations paysannes et des questions de formation ;
- un économiste spécialiste des organisations paysannes en ce qui concerne notamment l'analyse de leurs activités économiques et de leurs relations avec l'environnement ;
- un expert junior spécialiste de l'appui aux organisations paysannes et de la formation.

Quatre enquêteurs seront recrutés pour la réalisation de la deuxième phase de l'étude. Leur recrutement sera réalisé en relation étroite avec les organismes de développement de la zone soudanienne et notamment avec l'ONDR.

Les experts auront besoin de l'appui d'interprètes pendant leur séjour sur le terrain : il serait souhaitable qu'il s'agisse d'agents de l'ONDR déjà engagés dans l'appui aux organisations paysannes ou de paysans engagés dans des organisations locales et parlant bien le français. Du fait du nombre de langues parlées dans la zone soudanienne, il sera nécessaire, sans doute, d'avoir recours à des interprètes différents selon les zones. La prestation des interprètes sera rémunérée par le budget de l'étude.

L'équipe pluridisciplinaire travaillera en étroite relation avec les organisations paysannes et les acteurs institutionnels régionaux ; elle bénéficiera de la collaboration du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement du Tchad au travers de la Cellule Technique de Suivi (CTS) de "Concertation Sectorielle sur le développement rural". Un cadre de la cellule sera associé aux phases 1 et 3 de l'étude et participera à l'atelier final, de restitution (cf/ étude de faisabilité).

6.2. Déroulement de l'étude

L'étude se déroulera en quatre phases :

- Phase 1 : réalisation du zonage, choix des premières zones d'enquêtes et préparation de l'enquête qui sera réalisée pendant la phase 2. Elle nécessitera la présence des deux experts seniors, de l'expert junior pendant 12 jours.

- Phase 2 : enquête de terrain

Elle nécessitera la participation de 4 enquêteurs pendant 20 jours ; les enquêteurs seront suivis par l'expert junior dont le temps de travail sera de 30 jours et qui procédera au dépouillement des enquêtes.

- Phase 3 : Analyse approfondie des organisations paysannes, de leurs besoins en appui, de l'offre institutionnelle existante.

Elle nécessitera la présence des deux experts seniors et de l'expert junior pendant 20 jours.

- Phase 4 : Rédaction du rapport en France

Vingt jours/homme sont prévus à cet effet.

A noter qu'un membre de l'équipe chargée de l'étude participera à la restitution de l'étude de faisabilité réalisée par une équipe spécifique.

Les différentes phases de l'étude ne s'enchaîneront pas forcément de façon continue dans le temps ; leur programmation se fera de façon concertée avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement et les acteurs régionaux, notamment l'ONDR ; la programmation tiendra compte des contraintes liées à la saison des cultures (disponibilité des paysans et des cadres, praticabilité des voies de communication, etc...).

DEROULEMENT DE L'ETUDE

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4
(étude préliminaire)	enquêtes	analyse des organisations et des programmes d'appui	rédaction
sociologue		sociologue	sociologue
12j		20j	10j
économiste		économiste	économiste
12j		20j	10j
expert junior	expert junior - 30j	expert junior	
12j	+ 4 enquêteurs - 20j	20j	

OFFRE FINANCIERE

BUDGET DE L'ETUDE

L'étude se déroulera en quatre phases :

1ère phase : zonage, choix des zones d'études, préparation du travail d'enquête, formation des enquêteurs

2 experts x 12 jours x 2 800 F	:	67 200 F
1 expert junior		
12 jours x 1 000 F	:	12 000 F
Voyages internationaux	:	22 000 F
Transport sur place	:	15 000 F
Frais de séjour		
3 x 12 j. x 500 F	:	18 000 F
1 cadre CTS		
12j x 200 F	:	2 400 F
2 interprètes		
2 x 8j x 150 F	:	2 400 F
Sous-total	:	139 000 F

2ème phase : enquête de terrain

1 expert junior		
30 jours x 1 000 F	:	30 000 F
30 jours x 500 F	:	15 000 F
Enquêteurs		
Honoraires : 4 pers. x 20j x 150 F :		12 000 F
Frais de séjour : 4 pers. x 20j x 75 F		6 000 F
		18 000 F
Transport sur place	:	10 000 F
sous-total	:	73 000 F

3ème phase : analyse qualitative approfondie des organisations paysannes et des programmes/actions d'appui

2 experts x 20 jours x 2 800 F	:	112 000 F
1 expert junior x 20 jours x 1 000 F		20 000 F
Voyages internationaux	:	20 000 F
Transport sur place	:	25 000 F
Frais de séjour		
3 pers x 20j x 500 F	:	30 000 F
1 cadre CTS 20 jours x 200 F	:	4 000 F
2 interprètes x 20 jours x 150 F	:	6 000 F
sous-total	:	217 000 F

4ème phase : rédaction en France

10 j x 2 pers. x 2 800 F	:	56 000 F
frappe du rapport	:	10 000 F
TOTAL.....	:	495 000 F

Récapitulation du budget de l'étude par postes

Honoraires

- Honoraires experts seniors		
84 jours x 2 800 F	:	235 200 F
- Honoraires experts juniors		
62 jours x 1 000 F	:	62 000 F
- Honoraires enquêteurs		
20 jours x 150 F x 4 pers.	:	12 000 F
Sous-total	:	309 200 F

Frais de séjour

- Experts seniors		
64 jours x 500 F	:	32 000 F
- Expert junior		
62 jours x 500 F	:	31 000 F
- 1 CTS		
32 jours x 1 pers. x 200 F	:	6 400 F
- Enquêteurs :		
20 j. x 4 pers. x 75 F	:	6 000 F
- Interprètes (forfait)		
2 pers. x 28 jours x 150 F	:	8 400 F
Sous--total	:	83 800 F

Frais de déplacement

- Voyages internationaux	:	42 000 F
- Déplacements sur place	:	50 000 F
		92 000 F

Frappe/Edition du rapport	:	10 000 F
---------------------------	---	----------

TOTAL	:	495 000 FF
--------------	----------	-------------------

ANNEXE

Notices personnelles des membres de l'équipe proposée

**Experts seniors : - Marie-Rose MERCOIRET
- Jacques BERTHOME**

Expert junior : - Jeanot MINLA MFOU'OU

9 mai 1995

MERCOIRET Marie-Rose

Sociologue

26 ans d'expérience

Née le : 6 mars 1944

Employeur : CIRAD-SAR
Adresse : Avenue du Val de
Montferrand
BP 5035
34032 Montpellier

Nationalité : Française

Situation familiale : Mariée, 1 enfant

Tél. : 67 61 59 07

Fax : 67 61 12 23

Adresse personnelle : 7, rue du Languedoc
34170 Castelnau-le-Lez

Télex : 490 294 F

Fonction : Responsable du Laboratoire
Communication et Organisation
des Producteurs**DOMAINES DE COMPETENCE**

- Analyse des organisations paysannes et appui à l'organisation des producteurs
- Etudes sociologiques, villageoises et régionales
- Communication avec les producteurs
- Formation professionnelle au développement avec la participation des populations locales.
- Formation de cadres, de techniciens et d'agriculteurs.

FORMATION DE BASE

- 1961 : **Etudes secondaires à Perpignan**
- **Etudes supérieures à la Faculté des Lettres de Montpellier :**
- 1964 : Licence de lettres
- 1965 : Diplôme d'Etudes Supérieures
- 1966 : CAPES d'Espagnol
- 1966 : Admissible à l'agrégation d'Espagnol
- 03/1982 : **Thèse de Doctorat de 3ème Cycle en Sociologie**
Paris - René Descartes
"Offre scolaire et demande villageoise de développement - le cas du Sénégal"

LANGUES

	Lu	Parlé	Ecrit
- Français	TB	TB	TB
- Anglais	B		
- Espagnol	TB	TB	TB
- Portugais	TB	B	B

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 09/1986 : **Chercheur au CIRAD, Département des Systèmes Agraires (DSA) devenu Département Systèmes Agro-alimentaires et Ruraux (SAR) en 1992.**
Responsable du Laboratoire Communication et Organisation des producteurs.

Activités permanentes :

Création et animation du laboratoire en relation avec de nombreux terrains en Afrique et en Amérique Latine, avec des institutions de recherche et des organismes de développement : production méthodologique, formation, accueil de stagiaires.

Principales missions à l'étranger :

Guinée

- Contribution au séminaire des cadres du Ministère du Développement Rural (Conakry, 1986).

Burkina Faso

- Coordination et suivi du Projet vivrier du Yatenga (1988-1990).
- Participation à l'étude de faisabilité du projet vivrier du Nord Yatenga (Conseil de l'Entente - CCCE - FAC), 1987.
- Coordination et suivi du Projet vivrier du Yatenga (1988-1990).
- Participation à la mission CIRAD sur l'intensification et la diversification dans les zones cotonnières, 1988.

Madagascar

- Evaluation de l'établissement de l'Intensification de la production (EIP) au sein de la SOMALAC (Lac Alaotra) : (le transfert de fonction aux organisations paysannes dans les grands périmètres irrigués), financement CCCE.

Sénégal

- Elaboration et appuis réguliers à un Projet de Recherche/Développement d'appui aux organisations paysannes (CADEF) - 3 missions par an (financement FPH/Ministère Coopération/CCCE) entre 1987 et 1994.
- Missions d'appui à la Direction de la Formation et de la Recherche/Développement de la SAED sur l'appui à l'émergence et au renforcement des organisations paysannes dans les périmètres irrigués (1991, 1992) (Ministère de la Coopération/SAED).

- Etude sur l'organisation de l'appui aux producteurs (besoins de producteurs, définition de la nature des appuis en fonction du degré d'organisation des producteurs).

Mission MDR-CCCE, en collaboration avec l'IRAM, 1989

Etude de faisabilité d'un programme d'appui aux organisations paysannes du département de Bignona (MDRH-CFD) 1992.

- Communication au séminaire international organisé par la FAO et le CIRAD sur "participation populaire et durabilité" (1993).

Chili

- Appui à AGRARIA (ONG chilienne) sur les méthodes et outils d'une approche contractuelle avec les petits producteurs : communication avec les producteurs, appui à l'organisation.

Nicaragua

- Appui au Programme d'Assistance Technique dirigée au Ministère du Développement Rural : des approches et des appuis aux différents niveaux d'organisation des producteurs (MME).

Brésil

- Animation d'un séminaire de chercheurs et de responsables du développement du Nordeste sur les méthodes d'appui aux petits producteurs (4 semaines).
- Appui à l'équipe du Projet Silvania, région Centre-Ouest, sur l'organisation des producteurs (1991, 1992, 1993, 1994) ; financement du MAE.

Vénézuela

- Mission d'appui au FONAIAP sur la participation des producteurs à la mise au point et à la diffusion de techniques nouvelles (MAE) 1992.

Cameroun

- étude sur les stratégies des producteurs de la zone cotonnière (MINAGRI/CFD) ; réalisation de l'étude sur les organisations paysannes (diagnostic et propositions), 1994.
- co-animation d'un séminaire international sur la formation des producteurs ruraux, 1994 - FPH/réseau R-D.

La Réunion

- étude sur les approches de développement dans les Hauts de l'Ouest, 1994.

Nouvelle-Calédonie

- Evaluation des besoins en recherche agronomique à partir du diagnostic de la situation des producteurs de la Province Nord (1991).
- suivi du travail d'un sociologue du CIRAD sur l'ajustement des besoins en appui des producteurs mélanésiens de la Province Nord avec l'action de développement.

Principales Activités en France :

Formation :

- Entre 1985 et 1992, animation d'un stage annuel de six semaines sur "Systèmes Agraires et Stratégies de Développement" destiné à des chercheurs et des responsables d'organismes de développement.
- Responsable pédagogique de quatre modules de formation annuels dans le cadre du Master professionnel européen VOPA (Vulgarisation et Organisations Professionnelles agricoles) : l'Organisation des producteurs, Dynamiques locales de développement - planification locale et gestion des ressources naturelles -, Stratégies de développement, communication avec les producteurs (en relation avec le CNEARC, l'IAM, le CIEPAC et la CINAM).
- Prestations au CNEARC, au CEFEB-CFD sur l'organisation des producteurs.

Réseaux :

- Membre du Comité Technique du Réseau Recherche-Développement.
- Membre du Comité Technique du Réseau GAO (Groupements, Associations, Organisations), membre du groupe "Les organisations paysannes et l'Etat".
- Membre du comité de suivi du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation - Afrique (soutenu par la Fondation pour le Progrès de l'Homme).

Synthèses :

- Rédacteur principal du dossier "Interventions de terrain en milieu rural, principes et méthodologie". Groupe coopération française (1989).
- Coordinatrice de l'ouvrage "l'appui aux Producteurs ruraux", guide méthodologique édité par le Ministère de la Coopération et Karthala (1994).
- Responsable d'une étude sur "l'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse : le cas de l'organisation paysanne CADEF, Sénégal" (diagnostic, méthodologie d'appui - 1987 - 1988).
- Responsable d'une étude comparative "sur les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat" : 3 études de cas en Afrique (Mali, Sénégal, Bénin), 3 études de cas en Amérique latine (Nicaragua, Brésil, Mexique). En collaboration avec le CIEPAC et l'IRAM.
- Animation d'un séminaire international de synthèse de l'étude précédente, organisé par le CIRAD-SAR, la FPH, l'IRAM et le CIEPAC avec 40 participants dont 20 étrangers (responsables paysans, agents de développement, chercheurs, membres d'ONG, ...).
- Coordinatrice d'une étude sur "participation populaire, environnement et durabilité" pour la FAO (1994). En collaboration avec le CIEPAC et l'IRAM.
- Coordinatrice d'une étude en cours sur "les stratégies des acteurs face à leurs ressources naturelles" pour la FAO.
- Communication au séminaire international "l'Agriculture au Sahel" : "les dynamiques locales sont-elles une réponse au désengagement de l'Etat" (sept. 1991).
- Rapport de synthèse des communications au Symposium sur les Recherches systèmes (Montpellier 1994) : atelier sur les organisations paysannes.

- 1985 - 1986 :

Expert du CIEPAC (Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté) chargée du secteur "appui à l'organisation des producteurs et communication sociale".

Sénégal :

- Formation des agents du Projet Intégré de Développement de Keur Momar Sarr aux méthodes et techniques de communication avec la population (méthodes d'approche, organisation et formation des producteurs).
- Contribution à la définition d'un centre d'appui aux Associations villageoises de Développement (organisation, planification locale, formation...) en relation avec l'ENEA ;
- Appui à l'organisation et à la formation des producteurs dans le cadre d'un cycle de formation ENEA/CIEPAC destiné aux producteurs et aux agents de développement.

Segala aveyronnais :

- Contribution à la définition d'une campagne d'information des producteurs dans le cadre d'une opération "Fourrages-mieux" en relation avec le DSA/CIRAD et la Chambre d'Agriculture.

- 1979 - 1985 :

SENEGAL

Professeur à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée à Dakar (Sénégal) - détachement au Ministère de la Coopération.

- a - Assistance à la définition et à la mise en oeuvre de contenus et programmes de la formation des médiateurs pédagogiques, spécialistes de l'éducation non formelle ;
- b - Assistance à la définition et à la mise en oeuvre d'un enseignement visant à initier les élèves planificateurs, aménagistes, et contrôleurs de la coopération aux techniques de communication sociale utilisables en milieu rural ;
- c - Participation aux activités de la cellule intercollégiale de recherche appliquée de l'ENEA ;
- d - Recherche sur les méthodes utilisées et les résultats obtenus par les structures d'encadrement rural ;
- e - Appui à l'organisation de la formation d'associations villageoises de développement ;
- f - Chargée de cours à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

- 1971 - 1979 :

SENEGAL

Expert IRFED (Institut de Recherche pour la Formation et le Développement)

Assistance à la conception, l'expérimentation et la mise en oeuvre de l'Enseignement moyen pratique (formation des jeunes ruraux et création des conditions de leur insertion économique et sociale).

- 1969 - 1971 :

TCHAD

Professeur au Lycée Ahmed Mangué (Sahr)

Activités complémentaires de recherche/action sur :

- . l'intégration de l'école au milieu dans la société Sara du Tchad
- . élaboration de moyens pédagogiques pour la formation des paysans dans le cadre de l'animation de la région du Mandoul ("opération Mandoul").

- 1967 - 1969 :

FRANCE

Professeur au Lycée Ferry (Chambéry).

Né le 6 Octobre 1946

Nationalité Française

Marié, 3 enfants

Adresse personnelle : 9, rue du Languedoc 34170 Castelnau-le-Lez

Employeur :

CIEPAC • Atrium 45 • 663 Avenue de la Pompignane F-34170 Castelnau-le-Lez

Tél. (33) 67 79 60 11 / Fax (33) 67 72 99 76

Fonction : Directeur de Recherches

Agro-Economiste

24 ans d'expérience

DOMAINES DE COMPÉTENCES

- Appui à l'organisation paysanne.
- Formation professionnelle en développement rural des cadres et responsables paysans.
- Planification du développement local dans le cadre de la décentralisation.
- Analyse de filières agro-alimentaires et organisation des producteurs.

FORMATION DE BASE

- | | |
|-----------|---|
| 1964 | Etudes secondaires à Saint-Nazaire. |
| 1964-1968 | Etudes supérieures à la Faculté de Sciences Economiques de Nantes. |
| 1968-1969 | Institut d'Etudes du Développement Economique et Social.
Diplôme de 3ème Cycle de Paris I. |
| 1969-1970 | Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes de Montpellier.
Diplôme de l'Institut. |
| 1974-1975 | Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes de Montpellier.
Stage de formation à la Recherche en Economie Rurale. |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1983-1995 **France**

- Chargé de programme et de recherche au CIEPAC (Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté), Montpellier.
- Secrétaire Général de l'Association.
- animateur du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation Afrique (APM) (1992-1994).
- Membre du Réseau GAO.
- Nombreuses missions (voir ci-après):
 - en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée),
 - en Afrique Centrale (Cameroun),
 - en Afrique de l'Est (Burundi).

1980-1983 **Sénégal**

- Professeur d'économie et planification à l'ENEA (Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar) en tant qu'expert CIEPAC :
 - Cours :
 - * d'économie rurale,
 - * de planification locale aux élèves ingénieurs,
 - * des travaux de la planification, de l'aménagement du territoire, de la coopération.
 - Rénovation pédagogique du collège planification.
 - Participation à la conception et à la mise en place des terrains d'application de l'ENEA en zone rurale pour servir de base à la formation permanente des élèves en situation.
 - Chargé de cours à l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature.

1976-1980 **France**

- Stagiaire de Recherche à l'IAM (Institut Agronomique Méditerranéen) à Montpellier (1976-1977) : collaboration à une étude sur l'agro-alimentaire en région méditerranéenne sous la direction du Professeur Malassis.
- Ouvrier agricole dans une exploitation céréalière et maraîchère en Charentes Maritimes (1977-1980).
- Stagiaire CFPA de Nanteuil : stage de mécanique agricole ; obtention d'un brevet professionnel de mécanicien-conducteur d'engins (mars à septembre 1980).

1974-1976 **Mali**

- Professeur d'économie rurale à l'IPR (Institut Polytechnique Rural de Katibougou) :
 - cours d'économie rurale à des Ingénieurs des Travaux.
 - séminaire de formation aux techniciens de l'Opération Riz Mopti.
 - chargé de la rénovation pédagogique de l'établissement.

1972-1974 **France**

- Adjoint à la Direction des Etudes de l'ESITPA (Ecole Supérieure d'Ingénieurs et Techniciens pour l'Agriculture, Paris).
Responsable administratif et pédagogique de la deuxième année de la Section Ingénieurs de l'Ecole, avec les fonctions suivantes :
 - ré-actualisation des programmes de deuxième année.
 - coordination des cours avec les intervenants extérieurs.
 - cours d'économie générale.
 - séminaires sur "agricultures comparées".
 - choix et suivi des stages de 3 mois des étudiants en milieu rural.
 - gestion du budget de l'année.

1970-1972 **Algérie**

- Animateur-Assistant à l'ITA (Institut de Technologie Agricole) de Mostaganem (statut VSN) :
 - animateur des séances de formation diffusées par télé-enseignement.
 - participation à la cellule économie et gestion : conception des programmes, réalisation des modules.
 - conception et encadrement des stages dans le secteur agricole autogéré.

PRINCIPALES MISSIONS ET TRAVAUX

☞ **Axe planification du développement local, appui aux collectivités locales décentralisées**

Sénégal (1983-1985)

- Démarche expérimentale de planification des trois communautés rurales test, à la faveur d'un programme national de formation des chefs de Centres d'Expansion Rurale (CER).

Cap-Vert (1985)

- Test de planification locale, à la faveur d'un programme de formation des cadres de l'Institut National des Coopératives (INC) du Cap Vert.

Mauritanie (1984-1986)

- Appui au Projet de développement intégré du Guidimaka dans sa démarche de planification concertée.

Guinée (1985-1986)

- Appui au Projet d'aménagement du Fouta Djallon par la formation des cadres à l'approche participative des problèmes de gestion des ressources naturelles.

Sénégal (1985-1986)

- Appui à une organisation paysanne, le CADEF, pour l'élaboration avec les adhérents d'un diagnostic et d'un programme d'actions.

Sénégal (1994)

- Animation d'une démarche de planification dans la Communauté Rurale de Ross Béthio (Fleuve).
- Contribution à l'étude préparatoire au démarrage des programmes FED - Coopération décentralisée, au Sénégal.

☞ Axe appui à l'organisation paysanne

Sénégal (1985-1995)

- Elaboration et appuis réguliers (4 missions par an) au Projet Recherche-Développement CADEF (financement FPH/CFD).
- Appui à l'émergence de la coordination des organisations rurales du département de Bignona (CORD) et à la création de la "Maison du Paysan".
- Contribution à l'établissement d'un programme de formation avec le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) pour le compte de l'ANDA (Association Nationale pour le Développement Agricole, France).

Mali (1993-1995)

- Appui au Syndicat des producteurs cotonniers et vivriers (SYCOV) : formation des responsables, système de communication avec les adhérents, conseil stratégique.

Afrique (1992-1995)

- Appui à l'émergence et animation du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation Afrique (APM Afrique) (avec le soutien de la FPH), regroupant des responsables paysans, des techniciens et des chercheurs.

France (1991-1992)

- Appui à l'Association des Salariés Agricoles (ASAVPA) pour définir la place de cette catégorie dans un monde rural en rapide mutation.

☞ Axe appui méthodologique à des Projets ou Sociétés d'intervention, en phase de désengagement et de redéfinition de leurs relations avec les producteurs

Burkina Faso (1992)

- Missions auprès du Projet Vivrier Nord-Yatenga (PVNY) pour mettre en œuvre le partenariat avec les organisations paysannes de la Région.

Sénégal (1992)

- Mission d'appui à la Direction de la Formation et de la Recherche-Développement de la SAED pour l'appui à l'émergence et au renforcement des organisations paysannes dans les périmètres irrigués.

Burundi (1992-1993)

- Missions d'appui au Projet Nyanza-Lac et au Projet Moso (financement FAC) pour la promotion d'organisations paysannes partenaires.

☞ **Axe formation professionnelle des cadres de Projets et des responsables paysans,**

Sénégal (1986-1988)

- Participation à la définition et au lancement d'un cycle de formation ENEA/CIEPAC sur l'instrumentalisation du développement à la base.

France (1985-1990)

- Prestations multiples au CNEARC (Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes), CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local).

France (1992, 1993, 1994, 1995)

- Participation à la conception du Master VOPA (Vulgarisation et Organisation Professionnelle Agricole) d'Agropolis.
Animation conjointe avec le CIRAD/SAR de 4 modules, notamment le module "Organisation des producteurs".

Mali (1994)

- Préparation et animation d'un séminaire de formation des responsables paysans du SYCOV sur la filière coton et sur le marché international.
- Mise en place d'un observatoire de suivi des filières coton en Afrique de l'Ouest.

☞ **Axe Recherche et Capitalisation**

- Participation à l'étude fertilité en zone de Savanes (MICAM-CIRAD, 1986).
- Participation au programme de recherche du CIRAD/SAR sur l'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse dans la zone CADEF (1987-1989).
- Participation au programme de recherche du CIRAD/SAR sur les organisations paysannes et le changement (étude comparée d'expériences menées en Afrique et en Amérique Latine) (1992-1995).
- Co-animation du Séminaire international du CIRAD (Mars 1995) sur les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat.

PRINCIPALES PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS

- Guide méthodologique de l'ENEA (1983).
- Scénario d'évolution de la recherche agronomique tropicale française (étude GRET/CIEPAC, 1986).
- Planification du développement local (avec Jacques Mercoiret) (Ministère de la Coopération et du Développement, 1992).
- Méthode de planification locale pour les organisations paysannes d'Afrique Sahélienne (avec J. Mercoiret) (Editions de L'Harmattan, 1993).
- L'appui aux producteurs ruraux (ouvrage collectif, coordonné par M.R. Mercoiret) (Editions Karthala).
- L'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse en zone CADEF (CIRAD-DSA, 1990).
- La démarche mise en oeuvre dans le programme Recherche-Développement du CADEF (CIRAD-DSA, 1990).
- Participation à l'encyclopédie en diaposons sur le développement au Sahel (production CIEPAC/CIEDEL).
- Actes du séminaire coton au Mali, tomes 1 et 2 (ouvrage collectif) (janvier 1995).

CURRICULUM VITAE

Jeanot MINA MFOU'OU
BP 10008
YAOUNDE (Cameroun)
s/c Tél/Fax (237) 31.63.87

Marié,
2 enfants
34 ans (né le 26 avril 1961)
nationalité camerounaise

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Au SAILD (Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement) ONG Internationale de droit suisse.
et au Réseau APM (Agriculte Paysanne et Modernisation) en Afrique

Depuis Janvier 1995

Secrétaire exécutif du Réseau APM Afrique - Coordinateur du Réseau APM Cameroun

- Coordination et animation de 12 réseaux nationaux APM (12 pays) en Afrique.
- Coordination de 3 pôles sous-régionaux APM Afrique (Afrique de l'Ouest, Afrique - Centrale, Afrique de l'Est).
- Mise en application des décisions et orientations définies par l'Assemblée continentale et le Comité de suivi.
- Animation du travail sur les grands thèmes, entre autres filières coton, café, cacao, riz - Formations rurales, structuration du mouvement paysan.
- Préparation et production du bulletin de liaison
- Recherche des financements et gestion du budget APM Afrique.
- Relations avec partenaires en Afrique, Europe, Amérique et autres continents.
- Organisation/animation des séminaires et ateliers de réflexion continentaux.
- Coordination/animation du réseau national APM Cameroun.

1994/1995

Chef antenne SAILD pour le Grand Nord Cameroun (3 provinces administratives) - Région soudano-sahélienne - Responsable appui en animation et structuration/organisation à Maroua.

- Animation du travail de l'antenne et d'une équipe de 6 cadres, 2 agents de maîtrise et du personnel de soutien.
- Définition des grandes orientations de travail de l'antenne.
- Gestion des relations avec les organisations paysannes de 2ème et 3ème degré.
- Recherche/action au sein des organisations paysannes.

- Appui pour la mise en place des systèmes de banques de céréales pour la sécurité alimentaire.
- Appui pour la mise en place des systèmes d'épargne/crédit du financement alternatif des organisations paysannes.
- Relations avec les partenaires du SAILD (autorités administratives, services techniques Etat - ONG - Bailleurs de fonds ...)
- Gestion du personnel et du budget.
- Elaboration et vulgarisation Loi de 1992 sur les organisations rurales au Cameroun.
- Etude, montage, gestion, suivi et évaluation des projets sectoriels et intégrés des organisations paysannes.
- Conception et animation des programmes de formation au sein des organisations paysannes.
- Organisation et animation des séminaires/ateliers et des processus de réflexion collective.
- Prestations de service de natures diverses (formation, animation, auto-évaluation ... etc) sur la demande des partenaires.

1992/1993

Chef antenne SAILD Nord-Cameroun et Tchad - Responsable de la même antenne -
 Directeur adjoint SAILD Cameroun à Yaounde et Maroua.

- Mêmes expériences (1994/1995)
- Appui à l'émergence des organisations paysannes dans le Sud du Tchad (Mayo Kebbi)
- Négociations et démarches pour l'implantation du SAILD International au Tchad.
- Organisation interne de l'antenne SAILD de Maroua.
- Représentation du SAILD Cameroun.
- Animation, formation des paysans dans le Mayo Kebbi.
- Gestion du SAILD international comme intérimaire du secrétaire général.
- Formation des formateurs paysans.
- Appui à l'émergence des organisations paysannes dans le Nord-Cameroun.

1989/1991

Responsable Service formation du programme SAILD Cameroun.

- Conception et animation des programmes de formation au sein des organisations paysannes.
- Appui à l'émergence des organisations paysannes de 2ème et 3ème degré.
- Suivi et évaluation des formations.
- Organisation et accompagnateur des voyages d'échanges.
- Organisation et animation des processus de réflexion collective.
- Organisation du service formation.

1988/1989

Cadre stagiaire au SAILD

1988

Formateur assistant des adultes à l'Aumônerie générale de l'Apostolat des laïcs (Conférence épiscopale du Cameroun)

FORMATION CONTINUE

1995 * Stage sur l'organisation des producteurs dans le cadre du Master VOPA au CNEARC à Montpellier (4 semaines).

* Stage sur la dynamique locale du développement. Planification locale et gestion des ressources naturelles dans le cadre du Master Vopa au CNEARC à Montpellier (4 semaines).

1994 * Gestion des conflits (Dakar)

1993 * Stage sur la rédaction d'un contrat et des termes de référence dans le cadre d'une prestation de service à Douala (1 semaine).

1990 * Stage sur la préparation pédagogique d'une auto-évaluation et d'une session de formation à Namur (Belgique) (2 semaines).

* Stage sur l'animation d'une auto-évaluation des agents de développement et des organismes d'appui à Namur (Belgique) (3 semaines).

* Stage sur la composante économique d'une auto-évaluation à Namur (Belgique) (2 semaines).

* Stage sur la comptabilité simplifiée.

FORMATION INITIALE

* Licence Droit public et Sciences politiques (1987).

* Baccalauréat A.4

* Anglais (courant)

* Espagnol (bonnes notions)

* Français (courant)

ACTIVITES PARA-SCOLAIRES

- Militant et Responsable JEC (Jeunesse Etudiante Catholique) au niveau local et national. Président national JEC du Cameroun (1985).

- Animation des groupes de jeunes, camps et autres rencontres de jeunes en milieu urbain et rural - Expérience des camps paysans.

- Organisation, participation et échanges entre jeunes camerounais et/ou européens.

- Participation, rencontres para-africaines et mondiales JEC (Kenya 1984, Belgique 1986).

VOYAGES ET SEMINAIRES

- Plusieurs séminaires nationaux sur les questions de développement au Cameroun depuis 1989 comme participant et parfois animateur ou co-animateur.
- Plusieurs séminaires, rencontres internationales et missions en Afrique (1990 Zaïre) (1992 Congo et Sénégal) (1993 Belgique) (1994 Sénégal) (1995 Sénégal, France et Belgique).

LOISIRS

- Sports (Football - Volley-Ball - Tennis de Table)
- Musique, Danse et Cinéma.